



[www.tpbn-presse.com](http://www.tpbn-presse.com)

**CHANTIER**  
Digne : le parking  
Gassendi  
réhabilité

**RENDEZ-VOUS  
AVEC**  
L'architecte marseillaise  
Marie-France Chatenet

**N° 1327**  
Mercredi 26 février 2020  
0,90 EURO / ABONNEMENT : 20 EUROS  
TPBM - SEMAINE PROVENCE

# MARSEILLE-AFRIQUE : LES ACTEURS DE L'IMMOBILIER À DAKAR



@Clément Tardif

**arapl**  
provence & var

**COTISATION ANNUELLE**

**BNC - BIC**

Individuel.....169 €TTC/an

Société .....338 €TTC/an

Micro .....36 €TTC/an

# Le voyage à Dakar



**Frédéric Delmonte**

Directeur de la rédaction  
frederic.delmonte@presses-legales.com  
@DelmonteFred

La première semaine de février, le Club immobilier Marseille Provence a organisé un voyage à Dakar, la capitale du Sénégal, afin de visiter la ville nouvelle qu'y se construit et de rencontrer des décideurs économiques, juridiques et politiques. L'objectif de cette délégation, emmenée par Fabrice Alimi et Antoine Viallet, était de construire des relations sur le long terme, afin de créer des échanges, de part et d'autre. Notre titre était partenaire presse de cette initiative.

Nous avons profité de cette actualité pour nous poser la question des relations entre l'Afrique et la métropole Aix-Marseille Provence. « Marseille a une carte à jouer avec l'Afrique », répète souvent Jean-Luc Chauvin, le président de la CCI Aix Marseille Provence. Il n'est pas le seul à porter ce message et des structures se sont créées afin de tisser ses relations, comme Africalink.

Dans ces échanges, on pense naturellement au port, aux entreprises qui font de l'import-export avec l'Afrique, ou du service, comme le groupe Eaux de Marseille. On oublie aussi que les acteurs du conseil, du droit et du

chiffre de notre métropole participent à ces échanges, en les sécurisant.

Et bien entendu, il y a les acteurs de l'immobilier, ceux du voyage à Dakar : promoteurs, architectes, logisticiens, constructeurs. Eux aussi bâtissent des projets sur le continent africain.

Mais l'Afrique qui commerce avec le monde entier, le fait aussi avec la métropole. Parce que la nouvelle relation qui se noue est faite d'échanges et d'allers-retours, avec une approche plus partenariale.

A l'occasion de ce dossier spécial, nous allons porter un regard sur ses relations nouvelles entre la métropole Aix-Marseille Provence et l'Afrique. Un vaste sujet qui tiendra en quelques pages.

Bonne lecture.

# MARSEILLE- AFRIQUE : LES NOUVEAUX ÉCHANGES

DOSSIER RÉALISÉ

ALEXANDRA ZILBERMANN, MARTINE DEBETTE,  
FRÉDÉRIC DELMONTE, CAROLINE DUPUY, JEAN-PIERRE ENAUT,  
CAROLE PAYRAU ET JEAN PHILIPPE PIERRAT



## — GRAND ANGLE —

C'EST UNE DÉLÉGATION DE PLUS D'UNE CENTAINE D'ACTEURS DE LA FILIÈRE IMMOBILIÈRE QUE LE CLUB IMMOBILIER MARSEILLE PROVENCE (CIMP) A CONDUITE À DAKAR, LA CAPITALE DU SÉNÉGAL, DU 5 AU 7 FÉVRIER. LOIN D'UN « ONE SHOT », CE VOYAGE INÉDIT AVAIT POUR BUT DE TISSER DES RELATIONS DURABLES ENTRE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE ET L'AFRIQUE. A CETTE OCCASION, TPBM CONSACRE UN DOSSIER SPÉCIAL À CES NOUVELLES RELATIONS ENTRE LES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE.

**2 500**

HECTARES, TELLE EST LA SUPERFICIE DE LA VILLE NOUVELLE DE DIAMNIADIO, EN COURS DE CONSTRUCTION.

**40 000**

LOGEMENTS SERONT ÉRIGÉS À DIAMNIADIO POUR COMBLER LE DÉFICIT ENREGISTRÉ À DAKAR. A TERME, ENTRE 250 000 ET 300 000 PERSONNES Y VIVRONT ET Y TRAVAILLERONT.

**16 millions**

D'HABITANTS RÉSIDENT AU SÉNÉGAL, L'UN DES PAYS DÉMOCRATIQUES LES PLUS STABLES AU SEIN DES 15 MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST.



LE CLUB IMMOBILIER MARSEILLE PROVENCE (CIMP) A ORGANISÉ UN VOYAGE À DAKAR, LA CAPITALE SÉNÉGALAISE, DU 5 AU 7 FÉVRIER, FÉDÉRANT UNE DÉLÉGATION D'UNE CENTAINE D'ACTEURS DE LA FILIÈRE. CERTAINS D'ENTRE EUX NOUS LIVRENT LEURS IMPRESSIONS À CHAUD.



© Clement Tardif

## JÉRÔME DENTZ

COPRÉSIDENT DU CLUB IMMOBILIER MARSEILLE PROVENCE (CIMP)

# « Nous avons été reçus comme des frères »



© Clement Tardif

« Le CIMP est parti du constat que beaucoup de ses membres travaillaient déjà au Sénégal et qu'il fallait donc créer des passerelles entre eux et nous, tout en les aidant à structurer leur filière. L'idée d'ailleurs de créer un Club immobilier de l'Afrique de l'Ouest a beaucoup été évoquée sur place et va se faire dans les prochains mois. Nous avons tous ressenti très fortement l'hospitalité des Dakarois, nous avons été reçus comme des

frères. Nous avons des valeurs communes. S'il fallait retenir un moment fort, ce serait la soirée à l'ambassade de France. Toute la délégation a pris conscience de l'ampleur de l'attente vis-à-vis du Club immobilier Marseille Provence. Nous serons d'ailleurs présents, au même titre qu'Africalink par exemple, fin juin à Bordeaux pour le sommet Afrique-France. Nous sommes désormais identifiés comme un acteur important de la filière immobilière entre la France et ce continent. »

Propos recueillis par  
Alexandra Zilbermann

[alexandra.zilbermann@presses-legales.com](mailto:alexandra.zilbermann@presses-legales.com)

## — GRAND ANGLE —



© Clement Tardif

**RENAUD TARRAZI**

MAP ARCHITECTURE

# « Il y a une forte attente de collaboration avec la France et l'Europe »

« Je travaille avec l'Afrique depuis les années 90. L'agence y a notamment réalisé l'aéroport d'Abidjan (Côte d'Ivoire). Dans les années 2000, j'ai aussi monté en Tunisie l'agence DTA, grâce à laquelle nous avons obtenu le chantier de l'autoroute et du TER de Dakar, vers la ville nouvelle de Diamniadio et l'aéroport. Il y a eu ensuite les Mia's, Africalink... Pour autant, c'était important d'organiser via le CIMP cette délégation car sur place, il y a une forte attente de collaboration avec la France et l'Europe. Au niveau de l'immobilier et du bâtiment, la présence des Français reste encore anecdotique. Les Africains nous ont dit clairement qu'ils préfèrent faire du business avec nous qu'avec la Chine, les Etats-Unis, la Turquie ou encore la Russie. Nous jouons collectifs car, même si parmi la centaine de participants il

y avait aussi certains de nos concurrents, le message était fort pour les Africains, à savoir leur faire passer cette envie de travailler ensemble. S'il y a eu beaucoup de moments forts pendant ces trois jours, la soirée à l'ambassade de France par exemple, c'est ce sentiment d'envie de travailler avec nous que j'ai ressenti à l'échelle de cette délégation. Ensemble, nous sommes plus forts et il y a des marchés à prendre pour tout le monde. Nous avons ouvert nos réseaux aux participants mais ça a aussi conforté les réseaux que chacun avait déjà mis en place sur ce continent. C'est donc une vraie réussite collective ! »

*Propos recueillis par  
Alexandra Zilbermann*

[alexandra.zilbermann@presses-legales.com](mailto:alexandra.zilbermann@presses-legales.com)



© Clement Tardif

## IBRAHIMA KA

AVOCAT CHEZ ABEILLE & ASSOCIÉS

# « Les entrepreneurs vont avoir besoin d'être accompagnés par un avocat »



© DR

« Quand le cabinet Abeille & Associés a appris l'existence de ce voyage, ses responsables m'ont demandé d'y participer parce que nous avons une volonté de nous développer en Afrique. L'objectif de ma présence était de prendre des contacts avec des acteurs économiques de Dakar, ainsi que des entreprises du sud de la France déjà installées, mais aussi d'échanger avec les participants de cette délégation. J'ai notamment rencontré les Mia's, venus de Marseille. Il y avait peu

d'avocats dans la délégation de Dakar 2020 et c'était donc intéressant que j'y sois. Les entrepreneurs français, qui vont vouloir développer leurs échanges économiques avec Dakar, ou inversement, vont avoir besoin d'être accompagnés et conseillés par un avocat. J'ai pu prendre de nombreux contacts, notamment avec des notaires du Sénégal. Lors de ce voyage, j'ai découvert la ville nouvelle de Dakar. Il est en train de s'y passer quelque chose et c'est important que les entrepreneurs français ne ratent pas cette occasion. »

Propos recueillis par  
Frédéric Delmonte

 @DelmonteFred

## — GRAND ANGLE —



© Clément Tardif

BOUCHES-DU-RHÔNE

## FABRICE ALIM

GROUPE A&amp;A - NOVELIS, EX-PRÉSIDENT DU CIMP

## « On a fait tomber les préjugés »

« On a réussi à agréger plus de 100 participants d'une seule et même filière. Des délégations d'acteurs économiques de plusieurs dizaines de personnes et multi-filières, c'est

beaucoup plus fréquent mais comme cela, à plus de cent de la même filière, en l'occurrence celle de l'immobilier, c'est en revanche extrêmement rare. Et deuxième prouesse, l'écosystème immobilier sénégalais a bien réagi et a répondu lui aussi en nombre et avec enthousiasme à l'appel. Tables rondes, conférences, échanges et visites ont réuni jusqu'à 200 personnes. Si les acteurs de la filière immo existent ainsi

bel et bien au Sénégal, celle-ci n'est cependant absolument pas organisée. Lors de ce voyage, on a surtout fait tomber les préjugés des regards occidentaux sur l'Afrique et plus particulièrement sur le Sénégal, un pays en pleine mutation et vraiment émergent. Dans ce domaine de l'immobilier, celui-ci manque de tout au niveau de la production : bureaux, commerces, logements, hôtels, logistique... Le secteur du bâtiment manque également de qualifications d'où des besoins de formation et la possibilité de créer celles-ci. Si toute la chaîne de l'immobilier est à organiser, on ne va bien entendu pas le faire pour eux. Mais comme nous avons dû le faire nous-mêmes il y a quelques années afin qu'elle pèse sur la réflexion des politiques à mener, ils pourront compter sur notre expertise en la matière pour les aider et notamment pour créer leur propre club de l'immobilier. »



© Clément Tardif

Propos recueillis par  
Jean-Philippe Pierrat

» [jean-philippe.pierrat@presses-legales.com](mailto:jean-philippe.pierrat@presses-legales.com)

Depuis l'été dernier, Ethiopian Airlines propose trois vols hebdomadaires Marseille/Addis-Abeba.

© F. Moura / AMP



## Vol direct pour l'Éthiopie

Depuis l'été dernier, l'aéroport Marseille Provence accueille Ethiopian Airlines, le plus grand groupe aéronautique d'Afrique. La compagnie propose trois vols hebdomadaires Marseille/Addis-Abeba. Marseille est ainsi devenue la 20<sup>e</sup> ville d'Europe desservie en direct. Ethiopian Airlines est la compagnie aérienne dont la croissance est la plus rapide en

Afrique. Au cours de ses 70 années d'existence, Ethiopian est devenue l'un des principaux transporteurs du continent. Elle s'octroie la part du lion du réseau panafricain de passagers et de fret, exploitant la flotte la plus jeune et la plus moderne vers plus de 120 destinations internationales passagers et cargo sur les cinq continents. Soulignons également que l'aéroport Addis-Abeba Bole est le hub d'Ethiopian Airlines. Avec ce programme, la compagnie aérienne nationale éthiopienne permet ainsi à ses passagers de bénéficier de correspondances vers

plus de 60 destinations africaines. Parmi elles, Moroni dans l'Union des Comores, Johannesburg et Cape Town en Afrique du Sud, Mahé aux Seychelles ou encore Windhoek en Namibie.

Les vols sont effectués en Boeing 787-8 Dreamliner, pouvant accueillir 270 passagers (24 en classe affaires et 246 en classe économique) et en Boeing 787-9 Dreamliner, de 315 sièges (30 en classe affaires et 285 en classe économique).

Alexandra Zilbermann

[alexandra.zilbermann@presses-legales.com](mailto:alexandra.zilbermann@presses-legales.com)

## Les CCI de Dakar et de la métropole partenaires



© Clément Tardif

Jean-Luc Chauvin, le président de la CCI Aix Marseille Provence, a signé une convention de partenariat avec Abdoulaye Sow, le président de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Dakar (CCIAD).

A l'occasion de son déplacement à Dakar avec la délégation du Club immobilier Marseille Provence, Jean-Luc Chauvin, le président de la CCI Aix Marseille Provence, a signé une convention de partenariat avec Abdoulaye Sow, le président de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Dakar (CCIAD). A travers ce document, les deux organismes consulaires s'engagent dans « l'exécution et le suivi d'actions coordonnées

en vue de faire bénéficier les deux parties de ce partenariat ». Il s'agit de « partager les bonnes pratiques, d'échanges d'experts, de recherche de financement de projets », développe Jean-Luc Chauvin.

Les deux CCI vont échanger autour de missions économiques et commerciales. Il s'agira aussi de définir des « actions mutuelles dans le domaine de la formation professionnelle : ingénierie de formation, formations de formateurs, développement pédagogique... ». La diffusion de données, d'informations et de résultats de travaux et études susceptibles d'améliorer les projets de l'une des parties fait également partie de cette convention. Enfin, une offre de formations et stages sera développée afin de conforter les échanges.

## Euroméditerranée organise le concours Med'Innovant Africa



© François Moura

Des lauréats 2019 de Med'Innovant Africa.

Depuis l'été dernier, l'aéroport Marseille Provence accueille Ethiopian Airlines, le plus grand groupe aéronautique d'Afrique. La compagnie propose trois vols hebdomadaires Marseille/Addis-Abeba. Marseille est ainsi devenue la 20e ville d'Europe desservie en direct.

Ethiopian Airlines est la compagnie aérienne dont la croissance est la plus rapide en Afrique. Au cours de ses 70 années d'existence, Ethiopian est devenue l'un des principaux transporteurs du continent. Elle s'octroie la part du lion du réseau panafricain de passagers et de fret, exploitant la flotte la plus jeune et la plus moderne vers plus de 120 destinations internationales passagers et cargo sur les cinq continents. Soulignons également que l'aéro-

port Addis-Abeba Bole est le hub d'Ethiopian Airlines. Avec ce programme, la compagnie aérienne nationale éthiopienne permet ainsi à ses passagers de bénéficier de correspondances vers plus de 60 destinations africaines. Parmi elles, Moroni dans l'Union des Comores, Johannesburg et Cape Town en Afrique du Sud, Mahé aux Seychelles ou encore Windhoek en Namibie.

Les vols sont effectués en Boeing 787-8 Dreamliner, pouvant accueillir 270 passagers (24 en classe affaires et 246 en classe économique) et en Boeing 787-9 Dreamliner, de 315 sièges (30 en classe affaires et 285 en classe économique).

Alexandra Zilbermann

alexandra.zilbermann@presses-legales.com

## La MMM ouvre son concours de créateurs à la Côte d'Ivoire et au Sénégal



© DR

Le créateur sénégalais Romzy, aka Roméo Moukagny, fait partie des 13 nouveaux lauréats 2020/2021.

**OpenMyMed Prize 2020-21 récompense des créateurs de la Méditerranée. Créé en 2010, ce prix s'ouvre cette année à deux pays de l'Afrique de l'Ouest, à savoir la Côte d'Ivoire et le Sénégal.**

La Maison mode Méditerranée (MMM) a lancé la 10e édition de son concours OpenMyMed Prize, à destination des jeunes créateurs de mode en Méditerranée. Le prix annuel court désormais sur deux ans. « Une décision qui prend en compte les nouveaux paradigmes internationaux auxquels les jeunes marques sont confrontées », nous dit le service communication de la MMM.

OpenMyMed Prize invitera ses 13 lauréats, sélectionnés par un jury international de profes-

sionnels et un vote grand public, à son Fashion Booster Academy, sur deux années consécutives donc, soit en juin 2020 et en 2021. « Cette Fashion Academy est avant tout un temps de partage de la connaissance, d'analyse et de réflexion, pour que les marques lauréates construisent sereinement leur parcours. » Leurs experts internationaux de l'industrie de la mode animeront ce Fashion Booster Academy d'une durée de deux fois cinq jours, dispensé en année 1 à Marseille, puis en année 2 à Paris. La Fashion Academy est évaluée à 45 000 euros par lauréat sur deux ans.

OpenMyMed Prize a acquis une notoriété internationale et fédère aujourd'hui une communauté de 104 créateurs.

Alexandra Zilbermann

alexandra.zilbermann@presses-legales.com

## — GRAND ANGLE —

# Le Maroc, porte d'entrée de l'Afrique pour les Eaux de Marseille

**Le Maroc est un pays important pour le groupe Eaux de Marseille et constitue sa porte d'entrée sur l'Afrique.**

Le groupe Eaux de Marseille est présent depuis une vingtaine d'années au Maroc, via sa filiale « Eaux de Marseille Maroc ». Le groupe affirme sa présence notamment autour de prestations d'améliora-

tion de rendement des réseaux d'eau potable dans plusieurs pays du Maghreb et de l'Afrique. Elle y propose notamment, via sa filiale Somei, ses solutions informatiques au service des métiers de l'eau et de l'énergie. Cette présence se traduit par 300 références sur le territoire marocain et africain, une vingtaine d'équipes d'intervention et 12 000 km de réseaux inspectés chaque année.

## L'OM Africa lancé en décembre 2019

**Le club marseillais développe sa politique à l'international et mise sur l'Afrique et sa communauté de trois millions de supporters sur les réseaux sociaux.**

Dans le cadre de sa politique de développement à l'international, l'OM renforce ses relations avec l'Afrique via son label « OM Africa ». Ce dernier a été lancé à la fin 2019 dans le cadre d'une collaboration avec l'académie Diambars au Sénégal, une référence dans le monde du football en termes de détection et de formation. L'objectif est de rapprocher et fédérer les supporters du club sur le continent africain. « Nous accélérons désormais le développement de l'OM à l'international. Et nous allons concentrer notre énergie sur l'Afrique, un continent au potentiel exceptionnel et à la culture football particulièrement forte », explique Jacques-Henri Eyraud, le président de l'OM.

Et ce dernier de développer : « L'Olympique de Marseille jouit d'une immense notoriété en Afrique. Au Sénégal, un habitant sur deux qui s'intéresse au football cite spontanément l'OM comme son équipe de cœur ! Je me réjouis que Diambars devienne notre tête de pont en Afrique de l'Ouest où l'OM espère dénicher ses futurs talents et continuer à bénéficier de l'excellence du football africain. » Le club a aussi ouvert deux OM School à Alger et Tunis, avec déjà plus de 500 inscrits.



L'OM Africa a son logo.

### MARSEILLE ET SES JUMELLES AFRICAINES

La cité phocéenne est jumelée avec quatre villes du continent africain. Elle entretient par ailleurs des accords de coopération avec une dizaine d'entre elles.

#### Les jumelages

- Abidjan (Côte d'Ivoire) depuis 1958
- Dakar (Sénégal) depuis 1968 - Serment de jumelage réactualisé en 1991
- Marrakech (Maroc) depuis 2004
- Tunis (Tunisie) depuis 2015

#### Les accords de coopération

- Alger (Algérie) - Accord signé en 1980, réactualisé en 1999 et 2006
- Rabat (Maroc) - Accord signé en 1989
- Alexandrie (Egypte) - Accord signé en 1990, réactualisé en 2005 et 2013
- Bamako (Mali) - Accord signé en 1991
- Casablanca (Maroc) - Déclaration commune de coopération signée en 1998
- Meknès (Maroc) - Déclaration commune de coopération signée en 1998
- Tunis (Tunisie) - Déclaration commune de coopération signée en 1998
- Marrakech (Maroc) - Accord de coopération signé en 2002
- Agadir (Maroc) - Charte de coopération inter ville pour la gestion des risques signée en 2003 et charte de coopération Banque mondiale Villes de la Méditerranée signée en 2004

# L'Eco, une nouvelle monnaie qui cherche encore sa voie

**Le projet de création d'une monnaie unique pour les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) fait son chemin. Il pourrait devenir une réalité, pour une partie de la zone, dès cette année.**

Né en 1945, le franc CFA est appelé à disparaître.

Le 21 décembre 2019, dans une certaine surprise générale, le président français Emmanuel Macron et Alassane Ouattara, président de la Côte d'Ivoire, ont annoncé à Abidjan la disparition du franc de la Communauté financière africaine, plus couramment appelé franc CFA. Une monnaie née en 1945 sous le nom de franc des colonies françaises d'Afrique. Cela fait des années que le sujet revient sur la table et que des pourparlers étaient en cours.

## PARITÉ AVEC L'EURO

Courant 2020, la zone des Etats membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), qui rassemble le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Togo et le Sénégal, passeront donc à l'Eco, le nom désigné de la nouvelle monnaie. S'il s'agit bien d'un changement historique, ce dernier ne se fera pas du jour au lendemain. Une période de transition s'impose. Et certaines choses demeurent : « le président Ouattara et les chefs d'Etat de l'UEMOA ont fait le choix de préserver ce qui fait la force et la stabilité économique de l'UEMOA. A savoir la parité fixe de la monnaie commune avec l'euro, d'une part, et la garantie de la France, d'autre part. Nous l'acceptons et la France sera au



## — GRAND ANGLE —



© Adobe stock

rendez-vous », a ainsi précisé le président Emmanuel Macron.

Des annonces de taille ont également été faites : la centralisation des réserves de change en France prend fin. Concrètement, l'obligation imposée à la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) de déposer 50 % de ses réserves de change est supprimée. Elle sera libre de placer ses avoirs dans les actifs de son choix. Autre changement majeur : le retrait des représentants de la France de tous les organes de gestion monétaire au sein de l'UEMOA. Un geste symbolique mais lourd de sens.

Pas de quoi inquiéter pour le moment les chefs d'entreprise français habitués à travailler avec ces pays francophones. « Une nouvelle monnaie va arriver, c'est normal. Cela ne va pas tout changer », estime ainsi Panayotis Liolios, associé du cabinet Exco à Marseille.

### ECO ET CEDEAO

Tous les regards se tournent à présent vers la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), une zone qui englobe quinze pays dont les huit de l'UEMOA\* et qui travaille elle aussi depuis plusieurs années sur la mise en place d'une monnaie unique baptisée Eco. Mais avec un problème de taille : certains pays, notamment anglophones, ne souhaitent pas une parité de la nouvelle monnaie avec l'euro. Ni une garantie de la France.

Bref ce projet, pour l'heure, semble loin d'être abouti.

*Caroline Dupuy*

[dupuycaroline13@gmail.com](mailto:dupuycaroline13@gmail.com)

[@dupuycaroline13](https://twitter.com/dupuycaroline13)

\* Quinze pays composent la Cedeao : les huit de l'UEMOA (tous francophones) auxquels s'ajoutent cinq pays anglophones, la Gambie, le Ghana, le Libéria, le Nigéria et la Sierra Leone, un pays francophone, la Guinée, et un pays lusophone, le Cap-Vert.



**TPBM : Comment adhère-t-on à Africalink ?**

**Yves Delafon :** Les entreprises adhèrent par cooptation. Ce sont des PME qui ont une expérience ou une stratégie africaine. Quant à nos membres africains, ils doivent avoir une stratégie européenne. Sur les 64 membres, 20 % viennent du continent africain. Nous voulons des membres qui connaissent le terrain et qui sont déjà expérimentés. Nous faisons de rares exceptions pour des start-up prometteuses. Et chaque nouveau membre est accepté par l'ensemble des adhérents.

**Avez-vous des secteurs d'activité de prédilection ?**

Pas du tout, nous avons même des PME issues de la culture, du sport, de l'art. Toutes signent une charte qui les engage afin de créer une communauté de confiance, de partenariat et d'association « gagnant-gagnant ». Pour l'instant, nous avons seulement des entreprises françaises et une petite dizaine de pays africains, mais nous ambitionnons bien sûr d'inclure l'Europe et l'Afrique entière !



Yves Delafon, président de l'association Africalink.

© D.R.

**« NOUS AVONS PLUS BESOIN DE L'AFRIQUE, QU'ELLE DE NOUS ! L'AFRIQUE A BESOIN DE PARTENAIRES. TOUT LE MONDE Y EST AUJOURD'HUI, LA CHINE, LA TURQUIE POUR NE CITER QU'ELLES. C'EST POURQUOI NOUS DEVONS CAPITALISER SUR CE LIEN QUI NOUS UNIS, MÊME SI ÇA N'A PAS TOUJOURS ÉTÉ FACILE ENTRE NOUS... »**

**Tous les regards se portent aujourd'hui vers ce continent. Comment Africalink arrive à se démarquer ?**

Nous sommes forts d'un passé commun entre la France et l'Afrique, mais pour autant l'Afrique n'a pas besoin d'aide. Je dirais même plus, nous avons plus besoin de l'Afrique, qu'elle de nous ! L'Afrique a besoin de partenaires. Tout le monde y est aujourd'hui, la Chine, la Turquie pour ne citer qu'elles. C'est pourquoi nous devons capitaliser sur ce lien

qui nous unis, même si ça n'a pas toujours été facile entre nous... La CCI Aix Marseille Provence est fière aussi de porter le projet de création d'une Maison de l'Afrique pour 2021, voire 2022.

**Africalink ne pouvait pas naître ailleurs qu'à Marseille...**

Evidemment ! Marseille et son territoire avec Aix, Arles, Toulon sont une porte naturelle vers l'Afrique pour l'Europe tout entière. C'est une vraie chance pour le territoire.

**« L'Afrique n'a pas besoin d'aide »**

Créée en décembre 2017 à l'initiative de la CCI Marseille Provence, l'association Africalink regroupe 64 entreprises françaises et africaines. Son président, Yves Delafon, était bien sûr à Dakar début février.

**Quelles étaient vos attentes pour Dakar 2020, même si ce voyage s'inscrit pour vous dans la continuité de votre travail au quotidien ?**

Nous sommes partenaires du Club immobilier Marseille Provence et nous l'avons accompagné pour monter ce projet. Nous avons apporté comme contribution notre réseau, notre expérience. Nous sommes toujours partants pour participer à des manifestations sérieuses en rapport avec l'Afrique ! Ensemble, on peut tout faire...

*Propos recueillis par Alexandra Zilbermann*

**QUELQUES MEMBRES**

- Isolvar (Catherine Cherubuni), Atem (Thierry Modica), SM2E (Hicham Elmerini), Exco (Liolios Panayotis), Biotech Dental (Philippe Veran), Eaux de Marseille (Alain Meyssonnier), Corania (Laurent Cohen), Seafoodia (David Sussmann), Redman (Sandrine Peney), Banque pour le commerce et l'industrie (Yves Delafon), Altereo, Avenir Telecom, Clarke Energy, Locarborn, Marbour, Naos/Bioderma.

## — GRAND ANGLE —



### TPBM : Quels sont vos liens professionnels avec l'Afrique ?

**Panayotis Liolios :** Je suis associé d'Exco à Marseille. Un cabinet d'expertise comptable qui propose également de l'audit et du conseil. Je fais partie du réseau Exco qui pendant longtemps ne comprenait que des cabinets implantés en France. Il y a une vingtaine d'années des structures africaines (du Togo, du Bénin, de Mauritanie...) nous ont contactés pour s'adosser à un réseau français. J'ai été chargé de cette belle mission. Ce qui était au départ un groupement informel est aujourd'hui un réseau international présent dans 15 pays africains bénéficiant de l'expertise de 450 professionnels.

### A qui s'adresse Exco ?

A l'origine, le fait de développer notre réseau en Afrique était une belle opportunité pour assister nos clients français implantés sur le continent via des filiales. Lors d'une seconde phase, nous avons accompagné des entreprises françaises souhaitant s'installer en Afrique. A titre d'exemple, nous avons accompagné Decathlon et Cetim\* lors de leurs implantations au Maroc. Nous jouons clairement le rôle de facilitateur. Aujourd'hui, les PME et les TPE commencent à regarder le marché africain différemment, avec moins de méfiance et de condescendance. Chez Exco, nous sommes confiants dans le potentiel de ce continent. C'est un véritable axe stratégique pour nous : mettre à disposition des entreprises de notre territoire nos expériences et nos expertises quand elles souhaitent se développer sur le continent africain.



Panayotis Liolios, associé Exco à Marseille, cabinet d'expertise comptable, d'audit et de conseil.

© D.R.

## « C'est incroyable de ne pas participer au développement de l'Afrique »

**Panayotis Liolios, associé Exco à Marseille, cabinet d'expertise comptable, d'audit et de conseil, travaille avec l'Afrique depuis près de 20 ans. Aujourd'hui, il propose notamment ses services aux entreprises de la métropole souhaitant se tourner vers le continent.**

### Que leur proposez-vous ?

Nous pouvons servir nos clients depuis le début de leur démarche jusqu'à sa réalisation. A titre d'exemple, nous avons accompagné une entreprise dans le secteur minier basée en Mauritanie pour payer en espèces ses salariés. Nous sommes de plus en plus structurés et nous répondons à de vraies problématiques terrain.

### A quoi doit penser une entreprise provençale avant de se

« AUJOURD'HUI, LES PME ET LES TPE COMMENCENT À REGARDER LE MARCHÉ AFRICAIN DIFFÉREMENT, AVEC MOINS DE MÉFIANCE ET DE CONDESCENDANCE. CHEZ EXCO, NOUS SOMMES CONFIANTS DANS LE POTENTIEL DE CE CONTINENT. C'EST UN VÉRITABLE AXE STRATÉGIQUE POUR NOUS. »

### tourner vers l'Afrique ?

Il y a des thématiques importantes telles que le contrôle des changes, la dimension fiscale, les problématiques sociales. C'est un peu comme si un Américain débarque en France et découvre les 35 heures et les congés payés. Mieux vaut le savoir avant. Même si les pays francophones d'Afrique ont un système proche du nôtre, il existe des particularités. D'où nos missions de conseil et d'accompagnement en comptabilité et audit.

### Avez-vous l'impression que les entreprises provençales, notamment les TPE-PME, sont prêtes pour se tourner vers l'export ?

Pendant assez longtemps, je pensais être le seul dans cette aventure. Jusqu'à ce que je rencontre d'autres acteurs locaux et que nous nous réunissions au sein d'Africalink [la communauté des entrepreneur(e)s d'Afrique et d'Europe, NDLR]. C'est très important d'être ensemble car seul, on peut douter. C'est-à-dire vouloir, puis renoncer. Notre réseau comprend beaucoup de PME. Africalink apporte des contacts pour ne pas être isolé, des échanges, de l'expérience et permet de développer son business en Afrique.

Les entreprises françaises ont beaucoup d'atouts mais aussi des points faibles : il n'y a pas beaucoup d'ETI\*\* en France et l'international n'est pas la priorité des PME de l'Hexagone. Dans notre région, on sent un engouement certain et des actions qui émanent notamment de la Chambre de commerce et d'industrie, mais aussi de la Métropole. On sent qu'il y a une écoute toute particulière pour ce sujet. D'ailleurs, la volonté de créer une Maison de l'Afrique à Marseille en est le meilleur exemple. En 2050, il y aura deux milliards d'habitants sur le continent dont 80 % qui habiteront en zone urbaine. Si bien que 100 nouvelles villes de plus d'un million d'habitants devraient voir le jour d'ici là. C'est-à-dire des nouveaux consommateurs, et beaucoup de besoins... Cela serait invraisemblable pour les entreprises de la région de ne pas participer au développement de l'Afrique.

Propos recueillis par  
Caroline Dupuy

[@dupuycaroline13](https://twitter.com/dupuycaroline13)

\* Centre technique des industries mécaniques.  
\*\* Entreprises de taille intermédiaire.



— GRAND ANGLE —

**LNP : Quelle place occupe Lex4 dans le panorama africain ?**

**Me Cédric Dubucq :** Aujourd'hui, après trois années, Lex4 est un acteur important. Que ce soit auprès des entrepreneurs, qui peuvent être accompagnés dans le cadre de déchargement de leurs actes dans la vie courante de leur société, qu'auprès, surtout, des professionnels du droit et du chiffre. Nous avons fourni un gros travail d'analyse et de sourcing et sommes en train de boucler le classement détaillé des meilleurs avocats du continent. L'objectif est que les décideurs et les grandes entreprises internationales françaises puissent faire leur choix en connaissance de cause.

**Quel est le positionnement de Lex4 et de ce classement ?**

Lex4 se veut résolument dédié aux experts du droit et du chiffre pour vraiment accompagner les meilleurs d'entre eux et les aider à accroître leur visibilité, en mettant en avant et en révélant leurs meilleures pratiques. Ça, c'est très important pour nous. Finalement, l'ambition pour les années à venir est de démocratiser le droit pour les entrepreneurs. Et de rendre beaucoup plus influents les plus grands cabinets d'avocats, de notaires et d'experts-comptables pour améliorer leur faire-savoir.

**Concrètement, que leur apporte Lex4 ?**

Les entrepreneurs ont la possibilité d'accéder à tous les actes pour la vie courante de leurs entreprises dans un format totalement gratuit. Que ce soit les baux commerciaux, les



Cédric Dubucq, avocat associé du cabinet Bruzzo-Dubucq.

**« L'heure est aux investissements en Afrique »**

**Lex4 est une plateforme d'accompagnement juridique à 360° dédiée aux chefs d'entreprise et aux justiciables du continent africain. Créée en octobre 2017 par Me Cédric Dubucq, avocat au barreau d'Aix-en-Provence et associé du cabinet Bruzzo-Dubucq, et trois autres associés, elle permet aux entrepreneurs de disposer d'un service juridique sur mesure, à leur portée, et conforme au droit OHADA, l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires.**

statuts de SAS\*, etc. Pour les avocats, les notaires et bientôt les experts-comptables, ça leur permet d'accroître leur influence à travers l'acceptation d'un audit par l'export pour être éligibles à un classement qui détaille les meilleures pratiques et les meilleurs usages au sein du continent africain. Nous allons à la rencontre des entrepreneurs,

avec 18 directeurs nationaux qui maillent le territoire, encadrés par trois directeurs internationaux.

**Comment se porte le marché africain ?**

Le marché africain est excessivement vivifiant puisque les greffes, les centres de formalités sont en train de se mettre

au diapason, de s'uniformiser. Aujourd'hui, on peut obtenir un Kbis provisoire en vingt-quatre heures. On a souvent l'image d'une Afrique très bureaucratique, mais elle a bien évolué. Le contexte n'est pas toujours très évident mais, pour autant, le climat des affaires s'améliore. Le droit de propriété se renforce. Et finalement, les entreprises se développent. Des secteurs s'assainissent, comme le droit, l'assurance, la finance, etc. Le marché s'ouvre beaucoup aux entreprises françaises. Je pense que c'est le message qu'il faut faire passer. L'heure est aux investissements en Afrique. A titre d'exemple, d'ici 2050, 1,2 milliard d'Africains seront engagés dans la vie active, sur une population de plus de 2,5 milliards d'habitants, l'Afrique va porter sur le marché du travail environ 450 millions de personnes. La grande majorité de ces entreprises de 2050 ne sont pas encore nées. C'est le moment d'y aller pour les entreprises françaises. Et Lex4 est là pour accompagner ces PME et ces start-up. Trois chiffres : en Afrique, 85 % des entreprises sont unipersonnelles, 14 % sont des PME et seulement 1 % des grandes entreprises. D'ores et déjà, 80 % des jeunes Africains se disent attirés par l'entrepreneuriat.

**Depuis quand ressentez-vous cette évolution ?**

Ça fait quatre ou cinq ans que nous planchons sur ce continent et nous avons l'impression qu'il y a, de notre point de vue, un éveil, un réveil et une croissance très importante. Ce qui est également constaté par les analystes de la macroéconomie, par l'économie mondiale. D'ailleurs, l'échéance de l'Accord de Cotonou (Bénin) en 2020\*\* est une très belle





René Maupas, président du district de la Région Sud du Cobaty.

© J.-P. Enaut

## Le Cobaty tisse des liens nouveaux avec l'Afrique

**Après plusieurs tentatives révélées infructueuses au début des années quatre-vingt-dix, la Fédération internationale Cobaty souhaite renouveler sa volonté de nouer des relations avec le continent africain. Plusieurs actions de rapprochement viennent d'être mises en place qui se concrétiseront par la création de trois entités, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, puis potentiellement au Togo.**

Née en 1957 en France de la réflexion et de la volonté d'hommes et de femmes responsables liés par le respect, l'amitié et le sens du devoir, l'association Cobaty\*, qui rassemble 5 000 membres, est le trait d'union naturel entre des professions complémentaires rassemblées autour de l'acte de construire, de l'urbanisme, de l'environnement et du cadre de vie. Au fil du temps, la dimension internationale, qui existait depuis l'origine,

s'est concrétisée avec des initiatives et des manifestations. Et c'est en 1974 que se créait Cobaty Belgique, puis vingt ans après Cobaty Pologne, et, trois années plus tard, Cobaty Liban, fruit de nombreux déplacements engagés au début des années 1990.

**EN 2004, L'ASSOCIATION COBATY MARSEILLE PROVENCE A LANCÉ COBATYMED QUI S'APPELAIT AUPARAVANT LES RENCONTRES COBATY EURO-MÉDITERRANÉENNES. « LE BUT ÉTAIT QUE LES COBATYSTES PARTICIPENT À DES TRAVAUX DE RÉFLEXION AVEC LEURS HOMOLOGUES DES RIVES DE LA MÉDITERRANÉE », EXPLIQUE RENÉ MAUPAS, PRÉSIDENT DU DISTRICT DE LA RÉGION SUD DU COBATY.**



L'exemple libanais conforte la démarche entreprise au Maroc en 1998. Cobaty a assis la présence d'une association locale qui crée le Grand Prix de l'architecture marocaine et participe à l'Année du Maroc en France.

## — GRAND ANGLE —

**AUJOURD'HUI, LE COBATY TRAVAILLE BEAUCOUP SUR LA MÉDITERRANÉE. SI DES ASSOCIATIONS CRÉÉES AUPARAVANT N'ONT PAS SURVÉCU, DE NOUVEAUX LIENS SE SONT TISSÉS, NOTAMMENT AVEC LE MAROC. « DES DÉPLACEMENTS SONT PRÉVUS DÉBUT AVRIL À MAJORQUE (ESPAGNE) AUX BALÉARES ET FIN AVRIL À MARRAKECH (MAROC) », CONFIE RENÉ MAUPAS.**

« En 2005, l'internationalisation se poursuit au rythme des échanges, de la volonté et de l'engagement des Cobatystes qui font vivre les associations de plusieurs pays et notamment du Burkina Faso », précise René Maupas, président du district de la Région Sud et membre du conseil d'administration fédéral. En 2010, les liens avec le Burkina Faso, à l'initiative du ministre du Logement de ce pays et membre du Cobaty, se sont développés puis étioyés au fil du temps.

### TROIS PROJETS EN 2020

En 2004, l'association Cobaty Marseille Provence a lancé CobatyMed qui s'appelait auparavant les Rencontres Cobaty euro-méditerranéennes. « Ce projet travaillait en fait sur la potentielle et espérée union de la Méditerranée sur un terrain commun, l'urbanisme, la construction, le bâtiment et l'environnement », précise l'architecte marseillais Jean-Yves Pons qui fut responsable de la commission développement de la Fédération internationale de 2005 à 2010 et à l'initiative de cette action. « Le but était que les Cobatystes participent à des travaux de réflexion avec leurs homologues des rives de la Méditerranée, principalement de la Tunisie et du Maroc », explique René Maupas.

En parallèle, le désir d'établir une passerelle avec l'Afrique noire se poursuit également. La piste est relancée en 2019, tout d'abord avec la Côte d'Ivoire. La première représentation doit ouvrir au premier trimestre 2020 avec une quinzaine de représentants. « Ce projet s'est concrétisé grâce à un Cobatyste de Montpellier qui travaille à Abidjan et qui a initié des contacts via des relations professionnelles », confie-t-il. Un travail similaire

est effectué à Dakar, au Sénégal, avec un mélange d'acteurs locaux et d'expatriés, principalement des maîtres d'œuvre. « Là aussi, une représentation devrait aboutir au premier semestre 2020 », stipule-t-il. Enfin, une démarche est initiée au Togo qui devrait se concrétiser fin 2020.

Dans le cadre de ces actions de rapprochement, Cobaty multiplie les collaborations avec Africalink, une association qui met en place des projets concrets.

### UN ATTACHEMENT À LA MÉDITERRANÉE

L'association loi 1901 est inconnue à l'étranger. Il existe un statut mixte entre l'association et le club d'affaires, d'où la difficulté de créer des structures similaires à celles de la France. Les projets qui se concrétisent à présent sont le fruit de contacts noués par les Cobatystes qui travaillent à l'export.

Aujourd'hui, le Cobaty travaille beaucoup sur la Méditerranée. Si des associations créées auparavant n'ont pas survécu, de nouveaux liens se sont tissés, notamment avec le Maroc. « Des déplacements sont prévus début avril à Majorque (Espagne) aux Baléares et fin avril à Marrakech (Maroc). D'ores et déjà, des passerelles sont établies via des associations locales : Toulon avec Majorque, Marseille et Avignon avec Marrakech », confie René Maupas.

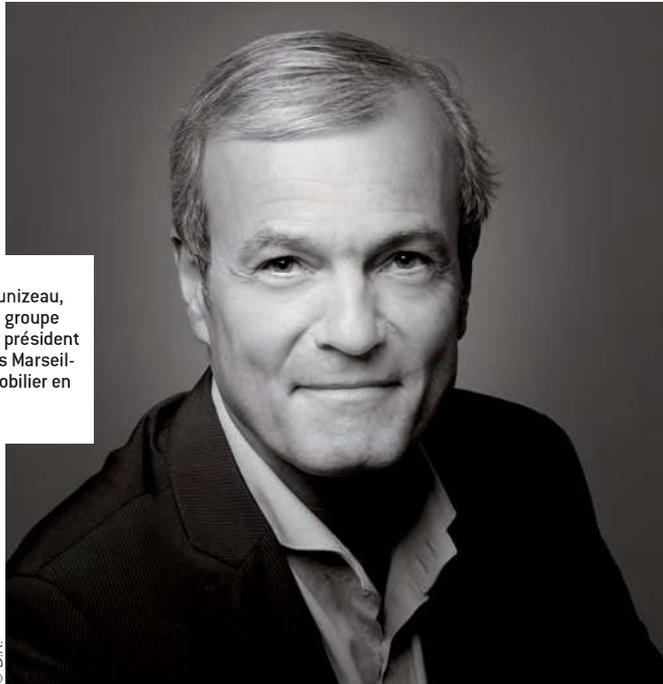
**Jean-Pierre Enaut**  
[jpenaut13@gmail.com](mailto:jpenaut13@gmail.com)

\* Fédération internationale de la construction, de l'urbanisme et de l'environnement.

### UNE AMBITION AFFIRMÉE

Rassembler, réfléchir, échanger, développer, animer, ouvrir de nouvelles voies, telle est la capacité créative des 5 000 Cobatystes. Cobaty veut apporter aux institutions, aux femmes et aux hommes qui gèrent notre quotidien et notre avenir, la synergie de ses expériences et de ses compétences, en intégrant l'aspect humain, social, culturel, économique et technique. « Notre humble but est de partager ces ambitions avec nos amis méditerranéens et africains, dans une relation de grande fraternité », souligne René Maupas, président du district de la Région Sud.

Jean-Luc Daunizeau, fondateur du groupe Reflex, est le président des Mia's, Les Marseillais de l'immobilier en Afrique.



© D.R.

« DE TOUTE FAÇON, IL N'Y A AUCUN SCHÉMA PRÉÉTABLI. PARFOIS, UN SEUL ASSOCIÉ PREND UN DOSSIER SOUS L'ÉTIQUETTE MIA'S, PARFOIS NOUS SOMMES TOUS ENSEMBLE, PARFOIS QUELQUES-UNS. C'EST FLEXIBLE ET ADAPTABLE. »

## « Les Mia's, une entreprise qui revendique son business en Afrique »

Créée en 2015, la société des Mia's (Les Marseillais de l'immobilier en Afrique) se compose de neuf associés du secteur immobilier marseillais. Son président, Jean-Luc Daunizeau, nous en dit plus sur le fonctionnement de cette société.



**TPBM : Avant que vous nous parliez des Mia's, dites-nous d'abord qui a trouvé cet acronyme qu'on n'oublie pas ?**

**Jean-Luc Daunizeau :** C'est Antoine Viallet et moi-même qui avons initié l'existence des Mia's et ce nom s'est imposé comme une évidence. Ça fait 20 ans que je travaille là-bas et je lui ai communiqué ma passion de

l'Afrique. Comme nous sommes tous les deux des passionnés de musique, ça nous a amusé la référence au mia d'IAM, une référence totalement assumée ! Et on aime dire « soyez d'abord un ami, ensuite vous deviendrez un mia ! ». Ce nom répond à notre manière d'être et de travailler, travailler sérieusement sans se prendre au sérieux.

**Pourquoi avoir créé une société et non une association ?**

Chacun des neuf associés a sa structure propre et on voulait une structure engagée commercialement.

**Il n'y a pas de concurrence entre vous ?**

Pas du tout. Fabrice Alimi et moi-même sommes tous les deux promoteurs et ça ne pose aucun problème. De toute façon, il n'y a aucun schéma préétabli. Parfois, un seul associé prend un dossier sous l'étiquette Mia's, parfois nous sommes tous ensemble, parfois quelques-uns. C'est flexible et adaptable.

**Quel est alors le modèle économique ?**

Les Mia's portent le projet en leur nom et ensuite, chacun avec son entreprise devient sous-traitant. Pouvez-vous nous donner un exemple de chantier remporté par les Mia's, grâce à la force de votre collectif ?

Je pense tout de suite à la Société générale, au Cameroun. J'avais rencontré un jour son directeur, pour tout autre chose, juste avant qu'il ne change d'entreprise. Et bien, un an et demi après notre entrevue, quand ce fut le moment pour la banque de refaire son siège, on s'est souvenu de nous ! C'est ça notre force, que derrière ce nom, on sache qu'il y a des professionnels très complémentaires, qui sont réactifs.

**Sans doute parce que vous êtes tous les dirigeants de vos sociétés...**

Exactement ! Nous n'avons pas comme chez Eiffage, ou Bouygues, plusieurs interlocuteurs pour une prise de décision. Quand on m'a appelé un samedi après-midi, au printemps 2019, pour répondre à l'appel d'offres de la Société générale Afrique centrale à Douala, nous avons fait en deux mois ce que des structures plus lourdes font en six mois. Nous avons proposé, avec nos partenaires locaux, un projet

## — GRAND ANGLE —

de 7 000 m<sup>2</sup>. Notre structure est libre et réactive.

**Vous étiez à Dakar avec le Club immobilier Marseille Provence (CIMP), à quel titre alors ?**

En tant que président des Mia's. Je pars plus longtemps en revanche. Depuis sa création, les Mia's ont réalisé une soixantaine de voyages en Afrique subsaharienne, où nous avons découvert les marchés de l'Afrique centrale et de l'Ouest.

**Accepteriez-vous de nouveaux associés ?**

Pourquoi pas. Il faut en tous cas qu'ils soient motivés tout d'abord par la passion de l'Afrique. Vous n'imaginez pas combien les Africains aiment Marseille en tous cas. Ils disent d'elle que c'est la 2e Afrique et je peux vous dire qu'ils ne connaissent qu'une seule équipe, l'OM bien sûr !

*Propos recueillis par  
Alexandra Zilbermann*



Les Mia's en mars 2019 à Dakar, au Sénégal, avec le CCBM [Comptoir commercial Bara Mboup] pour parler d'un projet de construction d'immeuble commercial et de bureaux ainsi que de la mise en œuvre d'une technopole.

© D.R.



Rencontre en mars 2018 à Bonapriso-Douala, au Cameroun, avec le directeur commercial de la Société d'aménagement de Douala et un représentant d'une chefferie.

© D.R.

### LES MEMBRES

Jean-Luc Daunizeau, groupe Reflex  
Renaud Tarrazi, MAP Architecture  
Fabrice Alimi, groupe A&A - Novelis  
Christian Rousse, cabinet Rousse & associés  
René Moundzika, GIS Consulting  
Antoine Viallet, Viallet Conseil  
et Astime Transaction Méditerranée  
Frédéric Lassale, Partner Visconti  
Jean-Luc Chauvin, Otim Immobilier  
Pascal Morcillo, groupe Essor

# Comment MMPI prépare l'après franc CFA



Arnaud Hugues (à gauche), ingénieur d'affaires export, pilote de la filiale MMPI International, en visite chez son partenaire à Oran (Algérie).

© D.R.

**Forte d'une implantation à Abidjan (Côte d'Ivoire) depuis 2016, la PME marseillaise MMPI (Métaux moteurs pompes industries) réalise 80 % de son chiffre d'affaires à l'export sur le continent africain. Mais l'incertitude monétaire qui entoure la naissance de l'Eco l'a amenée à adapter sa stratégie.**

L'export vers l'Afrique ? Il s'est imposé naturellement chez MMPI (Métaux moteurs pompes industries), une PME marseillaise fondée en 1937 et spécialiste de la pompe hydraulique. « De nombreuses compagnies, présentes de l'autre côté de la Méditerranée, avaient leur siège ici », explique Philippe d'Estienne, son dirigeant. Les liens se sont donc tissés de fait. Pour autant, depuis quelques années, la Phocéenne a quelque peu changé son fusil d'épaule. « Nous exportons à la base vers l'Afrique francophone des pièces et des

pompes plutôt courantes. Mais il y a six ans, Arnaud Hugues arrive en tant que responsable export. On décide de passer à la vitesse supérieure, et notamment de toucher le client final sans passer forcément par des revendeurs ou des centrales. » Une nouvelle stratégie qui prend vie avec la mise en place d'un bureau à Abidjan en 2016, héritant de toute la prise en charge de l'activité export. La capitale de Côte d'Ivoire, alors en croissance, s'avère de surcroît une tête de pont de choix pour se positionner sur d'autres pays cibles, tel le Sénégal. « Deux ans plus tard, l'exportation croît si fort que le bureau devient filiale en 2018, prenant le nom de MMPI International. » La clientèle est plurielle : activités portuaires, usines de bière, de lait, de parfum, mines, unités de pétrochimie, agriculture... « Le spectre est large, il correspond à celui de la France. En Afrique comme ici, l'eau fait partie intégrante de nombreux process dans l'industrie, notamment pour véhiculer les matières premières. » Et face aux concurrents in situ, MMPI International tient son positionnement : « nos produits sont plus chers, mais nous apportons suivi, conseils, modes opératoires qui permettent à nos clients de répondre aux normes européennes ». Et donc, d'exporter à leur tour sur la rive Nord.

## SE DIVERSIFIER À L'EXPORT

Pour autant, MMPI a entrepris depuis l'année dernière de diversifier les zones cibles. Un dossier a été déposé chez Bpifrance pour ouvrir un bureau à Kuala Lumpur (Malaisie) et se positionner sur l'Asie, histoire d'être moins dépendant de l'Afrique. En 2019, sur le million d'euros de chiffre d'affaires provenant de l'export, pas moins de 80 % étaient en effet réalisés sur ce terrain de jeu historique. « Bien nous en a pris : fin juillet, certains clients africains commencent à éprouver des difficultés à payer leurs fournisseurs. Au début, on ne comprend pas, on croit à des soucis bancaires... Entre juin et décembre, ils ne

## — GRAND ANGLE —



Quatre pompes immergées d'assainissement avant expédition ces jours-ci.

**LA CLIENTÈLE AFRICAINE EST PLURIELLE : ACTIVITÉS PORTUAIRES, USINES DE BIÈRE, DE LAIT, DE PARFUM, MINES, UNITÉS DE PÉTROCHIMIE, AGRICULTURE...** « LE SPECTRE EST LARGE, IL CORRESPOND À CELUI DE LA FRANCE. EN AFRIQUE COMME ICI, L'EAU FAIT PARTIE INTÉGRANTE DE NOMBREUX PROCESS DANS L'INDUSTRIE, NOTAMMENT POUR VÉHICULER LES MATIÈRES PREMIÈRES », EXPLIQUE PHILIPPE D'ESTIENNE, LE DIRIGEANT DE MMPI.



parviennent plus à faire partir les virements. Tout se gèle. »

Au final, c'est bel et bien le remplacement du franc CFA par une nouvelle monnaie, l'Eco, qui se profile. Mais la route est longue et surtout, pas vraiment fluide (cf. l'article « L'Eco, une nouvelle monnaie qui cherche encore sa voie », p. 16 et 17). « Quand on comprend qu'il va y avoir un basculement monétaire, on réduit nos encours. On travaille aussi avec l'Afrique océanique et des zones comme Madagascar, les Comores, Mayotte, Djibouti ou l'île Maurice. » La nécessité de trouver des solutions de repli se fait sentir, d'autant qu'en sus, en 2019, « les événements politiques algériens ont fait mal à tout le monde. Or, en

termes de commerce international en Afrique, il y a deux points d'ancrage pour les entreprises françaises : Alger et Abidjan. »

### L'AFRIQUE RESTE UN AXE IMPORTANT

Mais l'entrepreneur et son responsable export gardent le cap. Tout d'abord, parce que « l'on a senti de l'amélioration dans la foulée des annonces officielles de décembre dernier. Les paiements se sont décongestionnés depuis début janvier », évoque Arnaud Hugues. C'est heureux : « lorsqu'il y a des fluctuations importantes, les petites entreprises en souffrent davantage et perdent de la marge... ». Par ailleurs, Philippe d'Estienne observe avec soulagement que l'Algérie semble sortir de la crise institutionnelle. Ainsi, l'Afrique reste un axe important, d'autant qu'avec « la croissance de population, les besoins sont énormes ». Ce qui ne l'empêche pas, donc, de miser sur d'autres zones. Outre l'ouverture du bureau malaisien, la PME met aussi en place un partenariat avec la Pologne. Des leviers de croissance indispensables : « s'il n'y avait pas l'export, une entreprise comme la nôtre ne pourrait pas survivre », conclut le dirigeant.

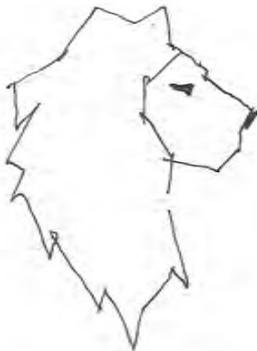
Carole Payrau

# Retour en images sur Dakar 2020

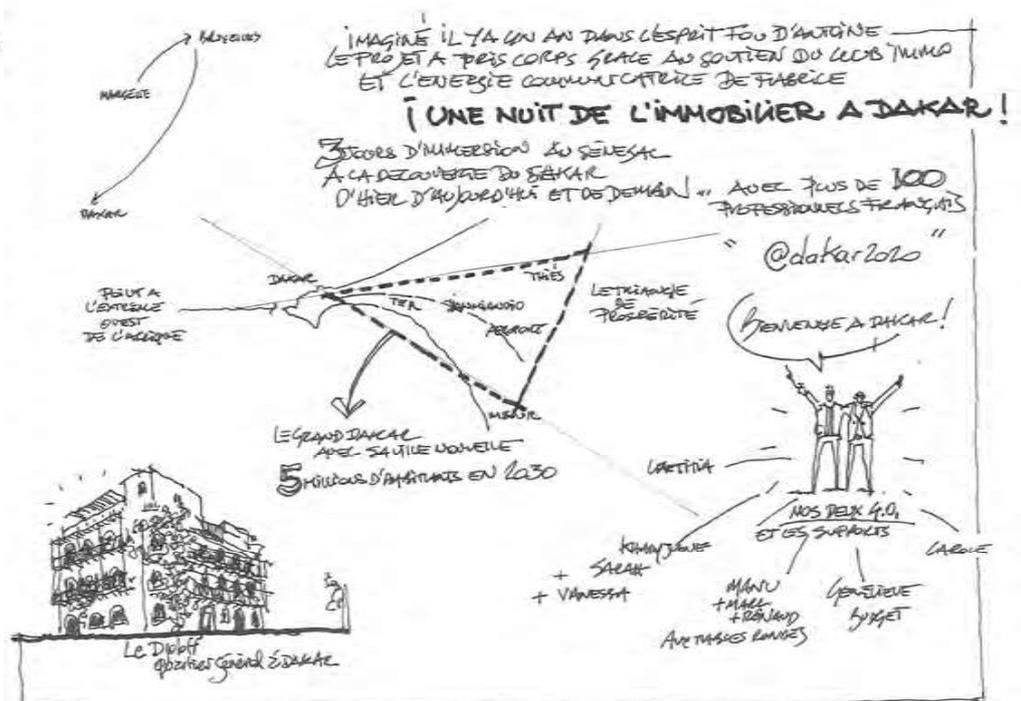
Une centaine de décideurs et acteurs de la filière immobilière française ont répondu à l'appel du Club immobilier Marseille Provence (CIMP) et sont donc partis du 5 au 7 février dernier à Dakar. Ces trois jours ont été intenses, partagés entre réunions de travail, conférences, visites et soirées festives. Petite sélection des temps forts avec les dessins du carnet de voyage de l'architecte Renaud Tarrazi...

REPORTAGE Dessiné DE  
A MISSION 5 > 7 FÉVRIER 2020

Club  
immobilier...



DAKAR  
2020

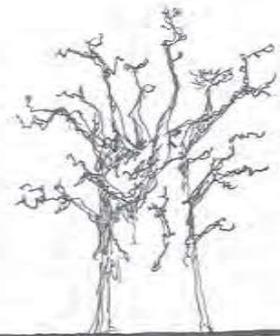
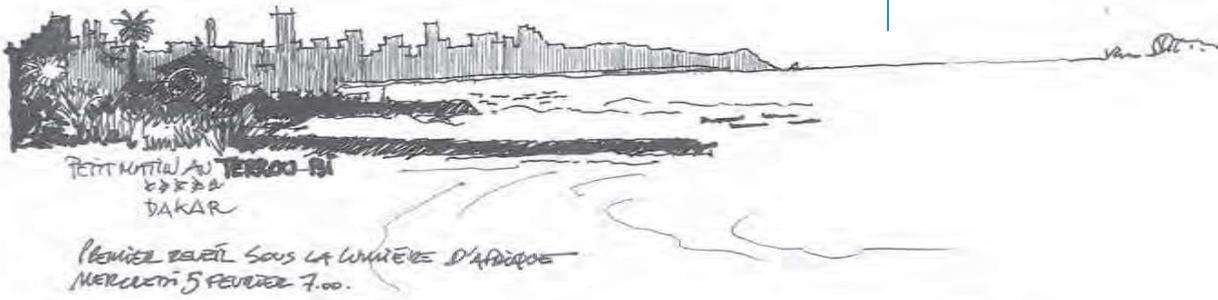


— GRAND ANGLE —



© Clément Tardif

De nombreux intervenants se sont relayés lors de cette première journée de l'immobilier

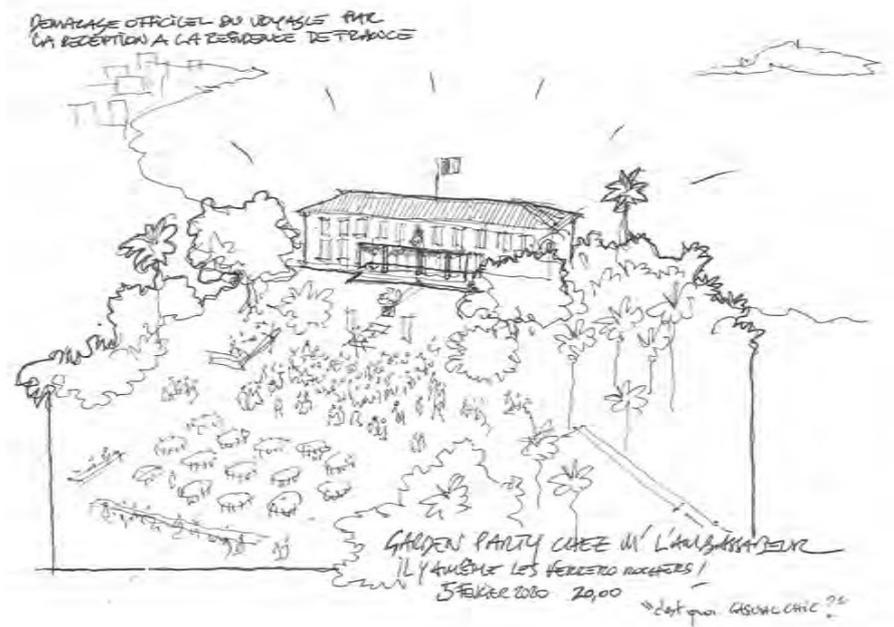


" NOUS AVONS BESOIN DE TRAVAILLER ENSEMBLE PARCE QUE NOUS SOMES DE LA MÊME GÉNÉRATION "

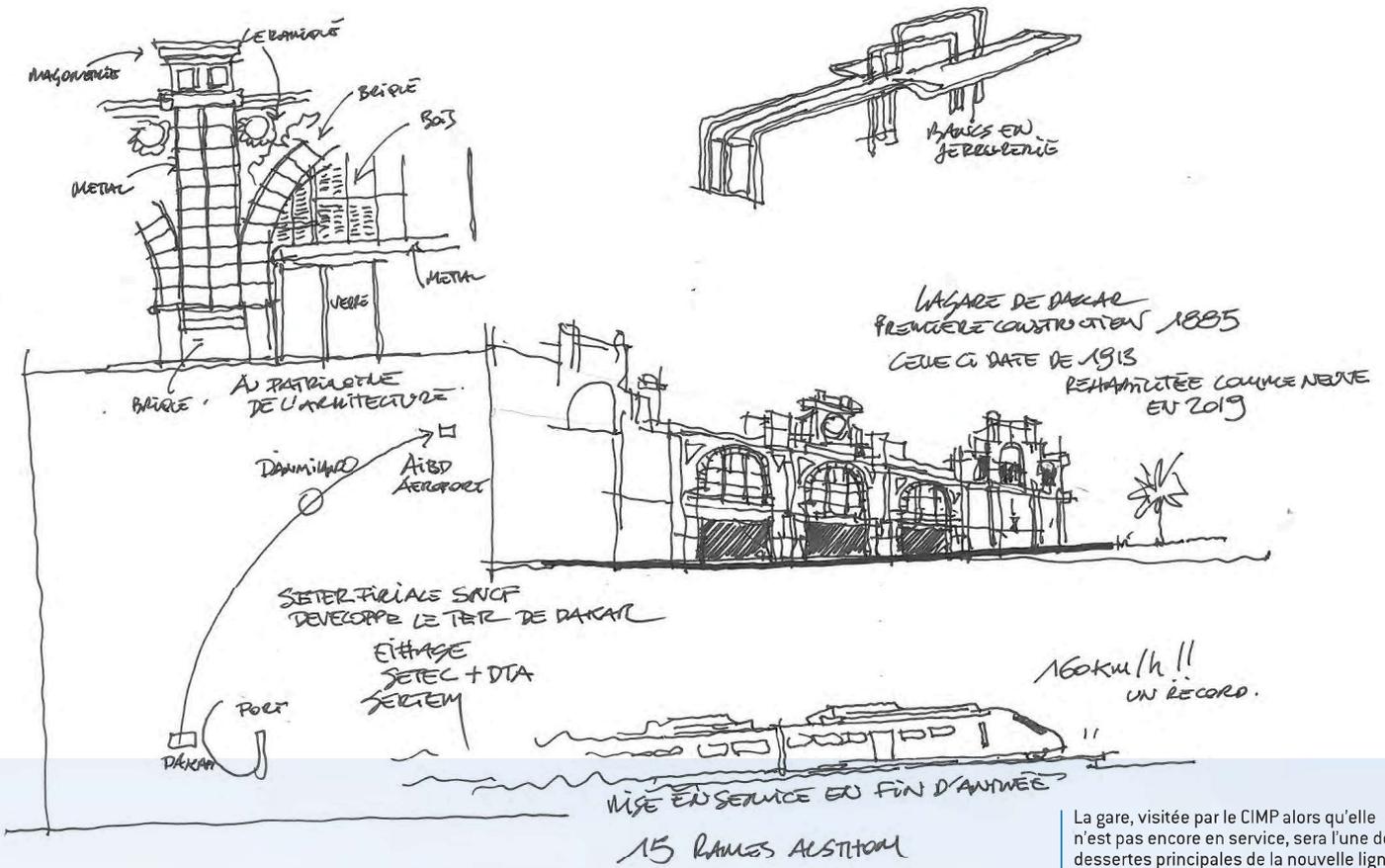


© Clément Tardif

La délégation part à la découverte de la ville nouvelle de Diamniadio pour prendre la mesure de l'industrie immobilière au Sénégal.



— GRAND ANGLE —



La gare, visitée par le CIMP alors qu'elle n'est pas encore en service, sera l'une des dessertes principales de la nouvelle ligne TER entre la capitale et le nouvel aéroport international Blaise Diagne.

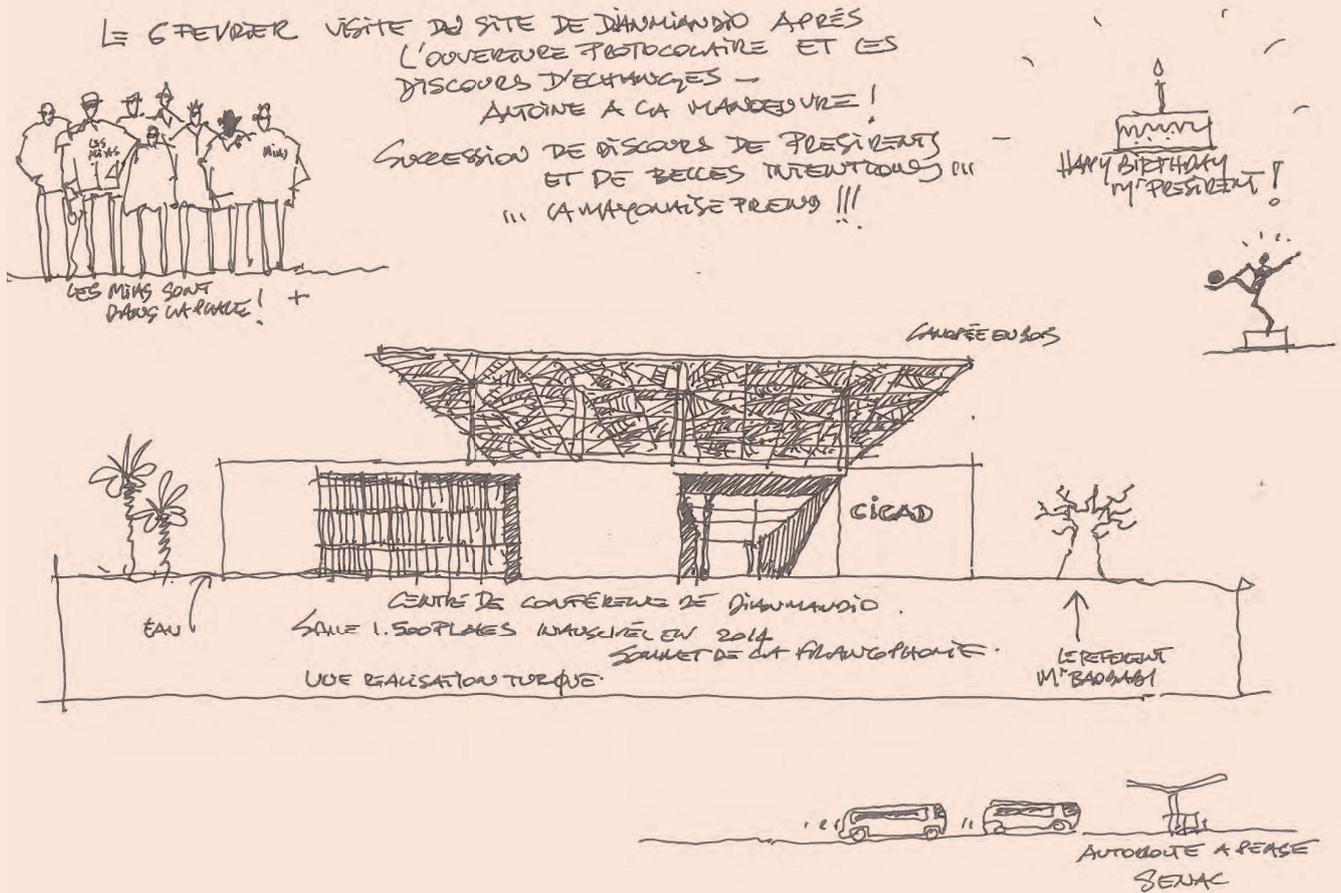


— GRAND ANGLE —

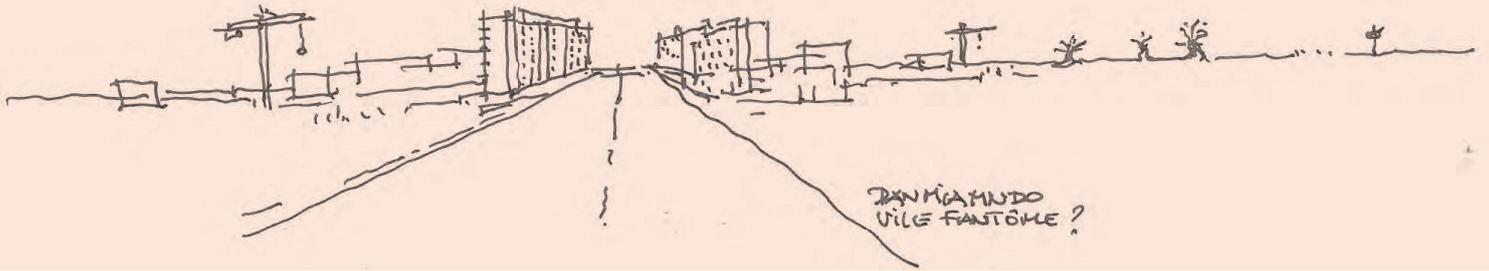


© Clément Jardif

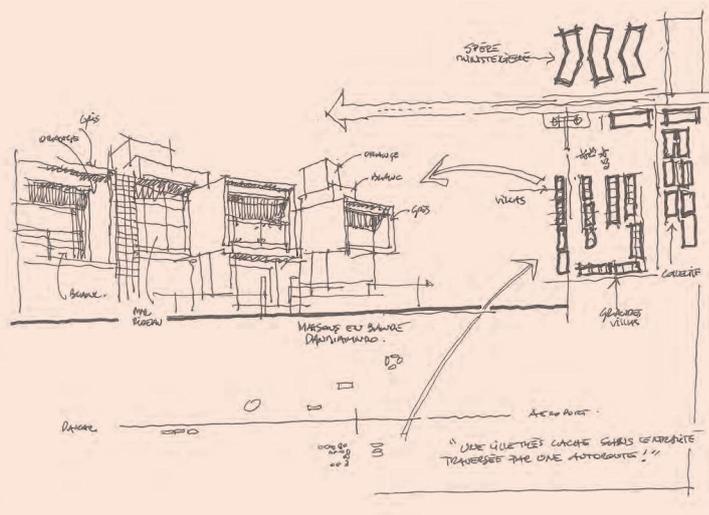
La ville nouvelle de Diamniadio comptera 40 000 logements pour combler le déficit enregistré à Dakar.



—GRAND ANGLE—

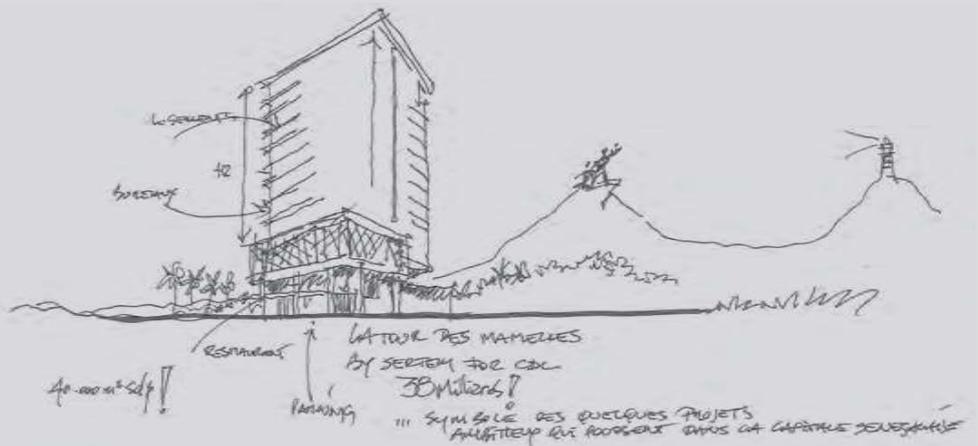
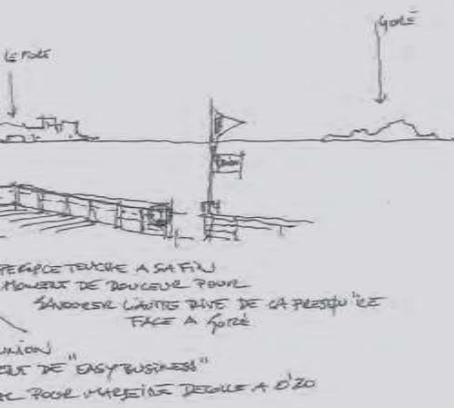
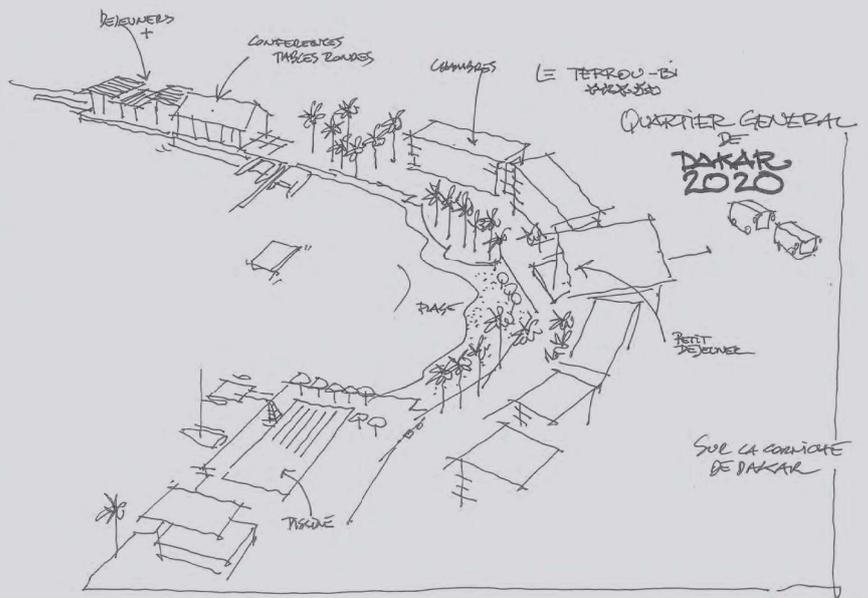
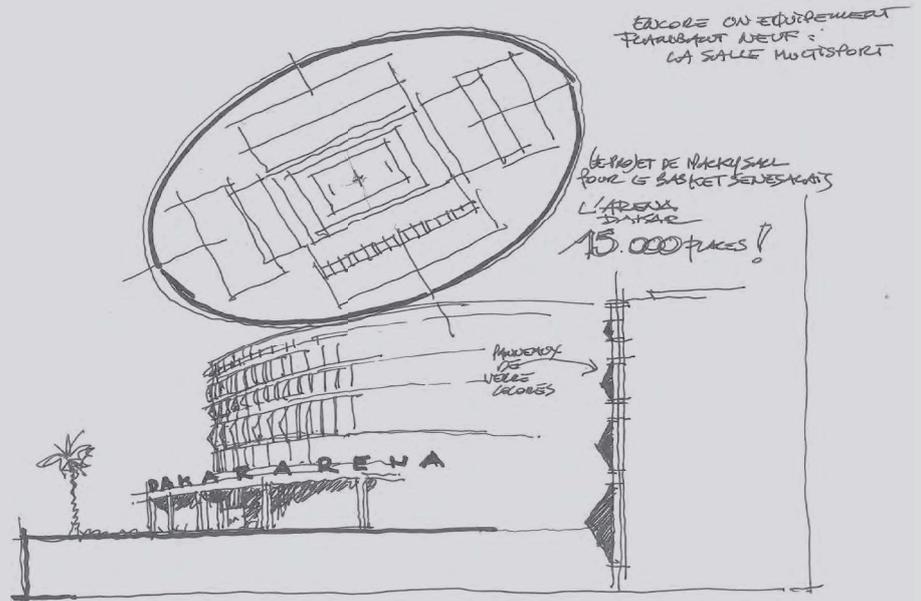


A terme, entre 250 000 et 300 000 personnes vivront et travailleront à Diambiadio.





— GRAND ANGLE —



— GRAND ANGLE —

Les Mia's au grand complet pour cette Nuit de l'immobilier sur le thème de la « Soirée blanche ».



© Clément Tardif



Sans doute l'un des temps forts de cette mission, la soirée à la résidence de l'ambassadeur de France au Sénégal, Philippe Lalliot.

© Clément Tardif

Jean-Luc Chauvin (au centre), président de la Chambre de commerce et d'industrie Aix Marseille Provence (CCIAMP), a signé avec son homologue sénégalais de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Dakar (CCIAD), Abdoulaye Sow (à droite), une convention visant à renforcer les relations économiques entre Dakar et Marseille.



© Clément Tardif

— GRAND ANGLE —

© Clément Tardif



© Clément Tardif



© Clément Tardif



Cadre enchanteur et musique traditionnelle pour lancer la première Nuit de l'immobilier en Afrique, où sont venus en nombre les décideurs politiques et économiques du Sénégal et de la Cedeao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest). Une antenne du CIMP devrait y voir le jour dans les prochains mois.

